



HAL
open science

Les vétérans français du Djihad mondialisé

Jean-Pierre Filiu

► **To cite this version:**

Jean-Pierre Filiu. Les vétérans français du Djihad mondialisé. Institut européen de la Méditerranée (IEMed). Annuaire IEMed de la Méditerranée 2016, Institut européen de la Méditerranée, pp.45 - 49, 2017. hal-03393950

HAL Id: hal-03393950

<https://sciencespo.hal.science/hal-03393950>

Submitted on 22 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les vétérans français du Djihad mondialisé

Jean-Pierre Filiu

Sciences Po, Paris School of International Affairs (PSIA)

Il n'existe sans doute pas un État membre des Nations Unies qui n'ait aujourd'hui un de ses ressortissants enrôlés au sein de Daech, le bien mal-nommé « État islamique ». Sur un sujet où il est illusoire d'espérer des données fiables, l'évaluation du renseignement américain peut de servir de repère pour analyser une tendance plutôt que pour être prise au pied de la lettre. Or, les mêmes sources américaines estiment en 2015 à 30 000 le nombre de combattants étrangers de Daech, en provenance de plus de cent pays, contre la moitié moins, un an auparavant.

Au-delà des chiffres, cette estimation révèle une dynamique de recrutement djihadiste à l'échelle du monde entier et en progression exponentielle. Cette dynamique est fondamentalement alimentée par les failles de la mobilisation anti-Daech, qui ne fait souvent qu'amplifier la menace au lieu de la combattre effectivement. Ainsi, en août 2013, la reculade américaine, après l'engagement d'Obama à frapper Assad, a permis à la propagande djihadiste de marteler que les bombardements chimiques de Damas étaient le fruit d'une vaste conspiration associant Moscou, Washington, voire l'Europe.

Il en est résulté une accélération des « montées au Djihad » vers la Syrie, facilement accessible via la Turquie. Pour la première fois dans l'histoire djihadiste, les images des victimes des pilonnages au gaz d'Assad ont servi d'argument à un recrutement « humanitaire », au nom de la solidarité avec le peuple syrien abandonné de tous. La réalité sur le terrain était évidemment tout autre, avec escalade des tensions entre Daech et les forces révolutionnaires, jusqu'à l'affrontement ouvert de janvier 2014, où les

djihadistes furent expulsés des provinces d'Alep et d'Idlib, au nord-ouest du pays.

La deuxième rupture dans la courbe des recrutements intervient à l'été 2014 : la proclamation du « califat » d'Abou Bakr al-Baghdadi, installé à Mossoul, la deuxième ville d'Irak, laisse en effet les États-Unis de marbre, jusqu'à ce que le supplice d'un otage américain amène la Maison-Blanche à mobiliser une « coalition » contre Daech. La campagne strictement aérienne, menée en Irak, puis en Syrie, s'avère sur la durée contre-productive : seule une action au sol peut infliger une défaite conséquente à Daech, alors que les pertes enregistrées lors des raids aériens sont largement compensées par l'envolée des recrutements internationaux (nous avons vu que l'on passe de 15 à 30 000 « volontaires » étrangers au cours de la première année de cette campagne aérienne).

Enfin, l'offensive massive de la Russie en Syrie, à partir de septembre 2015, a emporté les « montées au Djihad » à un niveau inégalé. Cette campagne de pilonnages, au lourd bilan dans la population civile, ne vise en effet que marginalement les cibles de Daech, tant elle est concentrée sur la défense du régime Assad, donc sur la destruction des positions révolutionnaires. Or, seuls les groupes anti-Assad sont résolument engagés aussi dans la lutte contre Daech, qu'Assad et son régime ont ménagé avec constance, allant jusqu'à lui livrer l'oasis de Palmyre en mai 2015. Pour aggraver le phénomène, la rhétorique de croisade en vogue à Moscou, avec bénédiction des bombardiers russes par l'Église orthodoxe, ne peut qu'encourager la propagande djihadiste.

Dans ce processus mondialisé de recrutement par Daech, les erreurs des États et des « coalitions » censés le combattre jouent un rôle déterminant. La propagande djihadiste a atteint, par ailleurs, un degré de sophistication impressionnant, avec des

messages personnalisés à l'attention des recrues potentielles, dénichées sur les réseaux sociaux, avant d'être prises en main plus physiquement. La diffusion de communiqués, de brochures et de vidéos en de multiples langues, avec ou sans sous-titrage, participe de cette campagne à l'échelle de la planète entière. De même qu'il n'y a plus de profil-type, il n'y a plus de pays-cible prioritaire. Il s'agit d'un phénomène global qui nous apprend en fait plus sur le monde dans lequel nous vivons que sur Daech lui-même.

La propagande djihadiste a atteint, par ailleurs, un degré de sophistication impressionnant, avec des messages personnalisés à l'attention des recrues potentielles, dénichées sur les réseaux sociaux, avant d'être prises en main plus physiquement

Al-Qaida organisait ses « volontaires » étrangers par nationalité, avec une maison d'hôte (*madhafa*) dédiée au Pakistan et un camp d'entraînement spécifique en Afghanistan. Daech fonctionne en revanche sur une base linguistique, avec filières et centres arabophones, anglophones, francophones ou russophones. Le « contingent » arabe de Daech est de loin le plus important, avec une forte présence de Saoudiens, de Jordaniens, de Tunisiens et de Libyens. Ces djihadistes arabes sont engagés non seulement dans la commission d'actes terroristes dans leur pays d'origine, mais aussi dans la consolidation de « branches » de Daech au Yémen, en Égypte ou en Libye.

Les quelque cinq mille djihadistes européens, toutes nationalités confondues, peuvent être programmés pour, le cas échéant, perpétrer des attentats dans leur pays d'origine ou un pays voisin : l'axe France-Belgique, déjà patent dans l'attaque de mai 2014 contre le musée juif de Bruxelles, a été tragiquement conforté dans les massacres de novembre 2015 à Paris et à Saint-Denis, avec souvent des connexions en Espagne, en Allemagne, voire au Royaume-Uni. Mais les djihadistes européens, dont la plupart ne parlent pas l'arabe, ont une fonction essentielle dans le

contrôle des populations en Syrie où Daech est perçu comme une armée d'occupation (à la différence de l'Irak, où le sectarisme chiite des autorités de Bagdad a rejeté une partie de la communauté sunnite sous la férule de Daech).

C'est pourquoi Daech dépense une énergie substantielle pour enrôler des Européennes, vouées à épouser des djihadistes de même langue et/ou nationalité. Souvent plus idéologisées que leurs compagnons, ces militantes accentuent l'aliénation sociale et linguistique au sein d'une cellule familiale totalement contrôlée par l'organisation totalitaire qu'est Daech. Un « volontaire » français qui épouserait une Syrienne finirait sans doute par comprendre l'ampleur de l'oppression infligée par Daech aux Arabes locaux, pourtant sunnites. Mais l'enfermement conjugal avec ces « femmes de réconfort » djihadistes aggrave la logique d'embrigadement et oriente sa violence à l'encontre des populations syriennes (pillage, viol et rapines sont légitimés au nom d'une supposée loi « islamique » du butin, qui facilite le recrutement djihadiste de tant de délinquants plus ou moins repentis).

Les djihadistes européens, dont la plupart ne parlent pas l'arabe, ont une fonction essentielle dans le contrôle des populations en Syrie où Daech est perçu comme une armée d'occupation

On estime au tout début de 2016 que quelque 600 Français combattent dans les rangs de Daech, essentiellement en Syrie. S'il y a une particularité française, elle réside peut-être dans la proportion d'un quart, voire d'un tiers de convertis. C'est d'ailleurs un converti d'origine réunionnaise, Fabien Clain, qui a revendiqué le premier les attentats du 13 novembre 2015. Mais il est fort possible que d'autres pays que la France soient aussi touchés par le recrutement djihadiste de convertis... sans en être encore conscients. La logique « francophone » de Daech amène ces Français à s'intégrer dans des unités conjointes avec des Maghrébins francophones et avec à des Belges (dont le nombre au sein de Daech est estimé à 270).

La propagande djihadiste peut agiter en termes opportunistes différentes raisons pour son acharnement terroriste à l'encontre de la France tout au long de 2015. Nul ne saurait tomber dans le piège cynique de ces manœuvres d'intoxication, qui visent à culpabiliser les victimes pour mieux glorifier les bourreaux. La réalité est que la France a été frappée pour son modèle républicain, pour ce qu'elle est et non pour ce qu'elle fait. La coexistence plus ou moins harmonieuse en France de la plus grande communauté juive d'Europe et de la plus importante population musulmane du continent, le tout dans un cadre laïque, est en soi insupportable pour Daech. La France a aussi payé au prix fort la ligne qu'elle a suivie avec constance en Syrie, renvoyant dos à dos Assad et Daech pour ouvrir une troisième voie, alternative et révolutionnaire, au peuple syrien. En ce sens, les attentats du 13 novembre 2015 visaient autant à déclencher un engrenage de violence intercommunautaire qu'à précipiter la France dans une escalade militaire en Syrie. La société française n'a pas cédé à ces provocations, malgré leur violence déchaînée, et Paris, tout en intensifiant ses frappes aériennes contre Daech en Syrie, n'a pas cédé à la tentation d'une « Sainte Alliance » avec la Russie ni d'un engagement de troupes au sol. En cela, on peut considérer que le chantage de Daech à l'encontre de la France a largement échoué, en tout cas à ce stade.

La dimension pourtant la moins étudiée réside dans la présence au sein de la hiérarchie djihadiste de « vétérans » français qui ont, pour certains, accompagné toutes les étapes du développement de l'organisation, depuis la transformation du groupe « Unicité et djihad » en branche irakienne d'Al-Qaïda, en 2004, jusqu'à l'avènement, dix ans plus tard, de « l'État islamique en Irak et au Levant », désigné sous son acronyme arabe de Daech. Ces « vétérans » français nourrissent une hostilité obsessionnelle à l'égard de leur pays d'origine, où ils ont souvent été incarcérés de longues années.

La personnalité-clef de ce monde de l'ombre est le Franco-tunisien Boubaker al-Hakim. Né en août 1983 à Paris, il se rend dès juillet 2002 à Damas, officiellement pour y étudier l'arabe. Il est en fait pris en charge par les services de renseignement de Bachar al-Assad, désignés en arabe sous le terme générique de *moukhabarates*. C'est avec leur concours que Hakim séjourne secrètement en Irak,

avant de rentrer en France en janvier 2003. Assad et Saddam Hussein, tous deux baasistes, ont en effet mis en commun une part de leurs ressources clandestines pour faire face à l'imminence d'une invasion américaine de l'Irak, dont le dictateur syrien craint qu'elle ne soit qu'un premier pas vers la déstabilisation de son propre pays.

La réalité est que la France a été frappée pour son modèle républicain, pour ce qu'elle est et non pour ce qu'elle fait.

La coexistence plus ou moins harmonieuse en France de la plus grande communauté juive d'Europe et de la plus importante population musulmane du continent, le tout dans un cadre laïque, est en soi insupportable pour Daech

Boubaker al-Hakim est de retour en Irak en mars 2003 et il intègre la « Légion arabe » de volontaires mobilisés pour la défense du régime de Bagdad. Interviewé par les médias français, il invite ses « potes » des Buttes-Chaumont, le grand parc du nord-est parisien, à le rejoindre pour combattre l'envahisseur américain. La chute de Saddam Hussein l'amène à plonger dans la clandestinité, avec le soutien des *moukhabarates* de Syrie comme d'Irak. Cette expérience est d'autant plus importante que ces *moukhabarates* ont eux-mêmes été formés à l'école soviétique de la violence la plus débridée et de l'intoxication la plus insidieuse.

Hakim revient en France pour établir la « filière des Buttes-Chaumont », ainsi qu'elle sera désignée à son procès. Il recrute son frère Redouane ou des « potes » comme Peter Cherif et Mohammed al-Ayouni, avant de contribuer à leur transfert en Irak via Damas. De mars à août 2004, Boubaker al-Hakim séjourne dans le bastion de la guérilla anti-américaine qu'est devenu Fallouja, dans l'ouest de l'Irak. Abou Moussab Zarqaoui, le chef jordanien du groupe « Unicité et Djihad », y a été rejoint par de nombreux anciens officiers de l'armée et des *moukhabarates* irakiens. C'est cet amalgame entre

la subversion djihadiste et la terreur baasiste qui fonde Al-Qaida en Irak et sa « gestion de la sauvagerie » (en arabe, *Idârat al-tawahhush*, tel est le titre du manuel bientôt le plus populaire au sein de l'organisation).

La dimension pourtant la moins étudiée réside dans la présence au sein de la hiérarchie djihadiste de « vétérans » français qui ont, pour certains, accompagné toutes les étapes du développement de l'organisation

Les « volontaires » français payent un lourd tribut à ce Jihad anti-américain en Irak : Redouane al-Hakim est tué dans un bombardement aérien, Mohammed al-Ayouni perd un œil et un bras dans une explosion, Peter Cherif est emprisonné après la chute de Fallouja en novembre 2004. Mais l'aura de Boubaker al-Hakim n'en sort que grandie au sein du cercle de ses « potes » des Buttes-Chaumont, notamment auprès des deux frères Chérif et Saïd Kouachi. En janvier 2005, la police française démantèle la « filière des Buttes-Chaumont » : Hakim, dont la France obtient enfin l'extradition par la Syrie, est condamné à sept ans de prison, Mohammed al-Ayouni et Chérif Kouachi reçoivent une sentence de trois ans, tandis que Saïd est laissé en liberté. De même que Hakim demeure le mentor de la « filière », Ayouni, qui a payé dans sa chair son engagement en Irak, devient le modèle d'un délinquant qui partage sa cellule, Salim Benghalem.

Pendant la détention des militants des « Buttes-Chaumont », la police française démantèle en 2007 une autre « filière », elle aussi vouée à l'envoi de djihadistes en Irak, via la Syrie. Elle est qualifiée de « filière d'Artigat », du fait du rôle central de ce hameau et de la ferme qu'y exploite un islamiste syrien, Abdelilah Dandachi, qui a abandonné ce nom pour celui d'Olivier Corel lors de sa naturalisation française. On trouve dans cette « filière » Fabien Clain (qui revendiquera au nom de Daech les attentats de novembre 2015 à Paris) et Sabri Essid (qui recevra en prison de nombreuses visites de son demi-frère par alliance, Mohamed Merah, tué

en mars 2012 à Toulouse, après avoir assassiné trois militaires et mené une attaque sanglante contre une école juive).

Libéré en janvier 2011, Boubaker al-Hakim gagne la Tunisie où un soulèvement populaire a balayé la dictature Ben Ali. Il se met au service d'Abou Iyad, de son vrai nom Seifallah Benhassine, qui lance alors le mouvement salafiste des Partisans de la Charia (Ansar al-Charia/AC). Hakim va patiemment organiser la branche armée et clandestine des AC, largement responsable de l'assaut de septembre 2012 contre l'ambassade des États-Unis (la police est débordée et c'est la garde présidentielle elle-même qui brise l'émeute, ce qui pourrait expliquer l'attentat-suicide perpétré à Tunis contre cette même garde présidentielle, juste après les attaques de Paris, en novembre 2015).

En 2013, Hakim est responsable, indirectement en février, directement en juillet, de deux assassinats politiques qui manquent de faire dérailler la transition démocratique en Tunisie. La manœuvre échoue du fait de la médiation quadripartite menée entre nationalistes et islamistes par un « Quartette » qui a, pour cet accomplissement, été couronné par le Prix Nobel de la Paix. Hakim voit ses plans tunisiens s'écrouler et il rejoint Daech sous le surnom d'Abou Mouqatel. Pour Baghdadi et ses partisans, Hakim est un atout de poids dans une stratégie de subversion francophone et d'expansion en Tunisie, voire en Libye (où Ansar Charia a installé des camps d'entraînement non loin de la frontière tunisienne).

En janvier 2015, l'attaque de la rédaction de Charlie Hebdo par les frères Kouachi porte clairement la marque de Boubaker al-Hakim, même si elle est initialement revendiquée au nom d'Al-Qaida au Yémen, à la fois pour brouiller les pistes, et pour conforter Daech dans son OPA agressive sur l'ensemble de la galaxie djihadiste. Deux mois plus tard, l'attaque du musée du Bardo, où une vingtaine de touristes étrangers sont assassinés, démontre que Daech, sous l'inspiration de Hakim, développe une campagne coordonnée contre la France « laïque » et la Tunisie « démocratique », toutes deux vouées aux gémonies djihadistes.

Le même 26 juin 2015, un terroriste tunisien, formé dans un camp libyen d'Ansar Charia, massacre à Sousse 39 personnes, dont une majorité de touristes britanniques, tandis qu'un djihadiste français, après avoir supplicié son employeur, échoue à pro-

voquer une explosion en chaîne dans un site chimique de l'Isère. Là encore, la signature de Boubaker al-Hakim est avérée dans la planification de ce double coup, alors que Daech frappe le même jour à Koweït et au Yémen. Il s'agit de semer par la sauvagerie (*tawahhush*) une terreur telle qu'elle en devient sidérante, fragilisant les défenses du pays et de la société ainsi attaqués.

Boubaker al-Hakim s'exprime volontiers dans les organes djihadistes sur cette « sauvagerie » dont il revendique l'efficacité, en France comme en Europe en général : « Tuez n'importe qui. Tous les infidèles là-bas sont des cibles. Ne vous fatiguez pas à chercher des cibles difficiles. Tuez qui vous pouvez parmi les infidèles ». Une telle injonction ne saurait mieux correspondre à la sauvagerie qui anime les assassins de l'Est parisien et du Stade de France, le 13 novembre 2015. Et nous avons vu que, comme lors de la séquence Charlie Hebdo/Bardo, un autre attentat ne manque pas de suivre le carnage français, cette fois en Tunisie même.

La place exacte de Boubaker al-Hakim dans l'organigramme de Daech est d'autant moins précise que ledit organigramme est largement inconnu. Il semble en tout cas que ce soit le fidèle d'un de ses disciples, Salim Benghalem, lui-même « djihadisé » par Mohammed al-Ayouni, qui soit chargé de l'accueil des « volontaires » francophones de Daech. Quant à Fabien Clain, sa fonction dans la propagande de Daech est épaulée par celle d'un autre « ancien » de la « filière d'Artigat », Sabri Essid, qui apparaît dans au moins une vidéo d'exécution.

Le rôle de ces « vétérans » français du Djihad sur plus d'une décennie, l'assistance dont ils ont pu bénéficier de la part des services syriens et des anciens *moukhabarates* irakiens, le triangle terroriste désormais tracé entre Syrie-Irak/Tunisie-Libye/France-Belgique, la violence explicite et contagieuse de la propagande djihadiste en langue française, la fonction de supplétifs des « volontaires » européens dans l'occupation djihadiste de la vallée syrienne de l'Euphrate,... toutes ces considérations semblent bien éloignées des débats français sur l'école, les prisons ou les banlieues. Cela ne retranche rien ni à l'importance ni à la légitimité de tels débats. Il est cependant sage de replacer cette menace sans précédent dans sa double profondeur, historique et géographique.

Bibliographie

- BOUZAR, Dounia. *Ils cherchent le paradis, ils ont trouvé l'enfer*. Paris : Éditions de l'Atelier, 2014.
- FILIU, Jean-Pierre. « Ansar al-Fath and 'Iraqi' networks in France ». A. Bruce Hoffman et F. REINARES, éd., *The evolution of global jihadi threat from 9/11 to Osama Bin Laden's death*. New York : Columbia University Press, 2014.
- HENIN, Nicolas. *Jihad academy, nos erreurs face à l'État islamique*. Paris : Fayard, 2015.
- KHOSROKHAVAR, Farhad. *Radicalisation*. Paris : Maison des Sciences de l'Homme, 2014.
- THOMSON, David. *Les Français jihadistes*. Paris : Les Arènes, 2016 (nouvelle édition enrichie).